

CABINET

DIRECTION GENERALE DES MINES
ET DE LA GEOLOGIE

ARRETE N° 014/MME/CAB/DGMG/2016

Portant attribution d'un permis d'exploitation de matériaux de construction (sable)
à l'établissement SESAG à Sadayame (Hahotoé), préfecture de Vo

LE MINISTRE DES MINES ET DE L'ENERGIE,

Sur proposition du Directeur général des mines et de la géologie,

Vu la loi n° 96-004 du 26 février 1996 portant code minier de la République togolaise ;

Vu la loi n° 2003-012 du 04 octobre 2003 modifiant et complétant la loi n° 96-004 du 26 février 1996 portant code minier de la République togolaise ;

Vu la loi n° 2011-008 du 05 mai 2011 relative à la contribution des entreprises minières au développement local et régional ;

Vu le décret n°2012-004/PR du 29 février 2012 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;

Vu le décret n°2012-006/PR du 07 mars 2012 portant organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n°2015-038/PR du 05 juin 2015 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n°2015-041/PR du 28 juin 2015 portant composition du Gouvernement ;

Vu la demande en date du 10 septembre 2015 du Directeur de l'Ets SESAG (Société d'Exploitation de Sable et de Gravier) sollicitant un permis d'exploitation de matériaux de construction (sable) à Sadayame (préfecture de Vo) ;

Vu l'arrêté n°006/MERF/CAB/ANGE/DEIE/CCE du 01 février 2016 portant délivrance du certificat de conformité environnementale du projet d'exploitation artisanale de sable à Sadayame dans la préfecture de Vo ;

Vu le récépissé n°0594685 en date du 19 février 2016 du versement des frais d'instruction, des droits fixes et des redevances superficielles,

A R R E T E :

Article 1^{er} : Un permis d'exploitation de matériaux de construction (sable) est accordé à l'établissement SESAG pour le gisement de sable à Sadayame dans la préfecture de Vo.

B

Article 2 : Le périmètre accordé à la forme d'un polygone irrégulier dont les sommets sont constitués par les points A, B, C, D, E, F, G, H définis par les coordonnées géographiques suivantes :

Sommets	Longitudes E	Latitudes N	Superficie
A	1° 24' 48,621''	6° 20' 30,656''	11ha 99a 64ca
B	1° 24' 50,506''	6° 20' 31,475''	
C	1° 24' 49,613''	6° 20' 37,136''	
D	1° 24' 46,027''	6° 20' 40,332''	
E	1° 24' 43,857''	6° 20' 50,806''	
F	1° 24' 39,955''	6° 20' 52,120''	
G	1° 24' 35,831''	6° 20' 51,601''	
H	1° 24' 35,533''	6° 20' 48,838''	

Article 3 : Les sommets du périmètre seront matérialisés sur le terrain par des bornes en maçonnerie portant les inscriptions suivantes :

S-SYA, S-SYB, S-SYC, S-SYD, S-SYE, S-SYF, S-SYG, S-SYH.

La signification des inscriptions S, SY et (A, B, C, D, E, F, G, H) est la suivante ;
S : SESAG ; SY : Sadayame ; (A, B, C, D, E, F, G, H) : sommets du périmètre.

Article 4 : Les frais d'instruction de dossier s'élèvent à trois cent cinquante mille (350.000) francs CFA.

Les droits fixes s'élèvent à un million (1.000.000) francs CFA.

Les redevances superficiaires s'élèvent à cent mille (100.000) francs CFA par kilomètre carré et par an conformément aux dispositions de l'annexe II du code minier de la République togolaise.

Les redevances minières s'élèvent à cent (100) francs CFA le mètre cube de matériaux exploités conformément aux dispositions de l'annexe III du code minier.

Ces frais, droits et redevances sont perçus par la régie des recettes de la Direction Générale des Mines et de la Géologie.

La preuve du paiement des frais, droits et redevances devra être fournie au Directeur général des mines et de la géologie.

Article 5 : Le permis d'exploitation de matériaux de construction (gneiss) est accordé pour une durée de trois (3) ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Le permis peut être renouvelé plusieurs fois, chacune pour la même durée. La demande de renouvellement devra être présentée un (1) mois avant l'expiration de la période en cours.

Au moment des renouvellements, l'établissement SESAG est tenu de payer de nouveau les frais, droits et redevances requis.

Article 6 : L'établissement SESAG devra respecter les prescriptions de l'arrêté n°006/MERF/CAB/ANGE/DEIE/CCE du 01 février 2016 relatives à la délivrance du certificat de conformité environnementale de son projet.

Article 7 : Le permis d'exploitation n'est ni divisible, ni amodiable, mais il peut être cessible, transmissible ou susceptible de mise en garantie avec l'accord préalable du Ministre chargé des Mines.

Article 8 : L'établissement SESAG est tenu de présenter des rapports trimestriels et annuels de ses activités au Directeur général des mines et de la géologie.

Article 9 : L'établissement SESAG est tenu de participer au développement local et régional.

La participation consiste en une contribution financière minimale de cinq (05) millions de francs CFA pour la réalisation d'œuvres socio-économiques et communautaires dans la localité de Sadayame et ses environs.

Ce fonds est géré par un comité tripartite comprenant les représentants de la Direction Générale des Mines et de la Géologie, de l'établissement SESAG et des populations locales.

Article 10 : L'établissement SESAG est tenue de soumettre au Directeur général des mines et de la géologie ses états financiers annuels certifiés et les prévisions de redevances au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'année d'exercice aux fins d'élaboration du projet de loi de finances de l'Etat.

Article 11 : Afin de respecter les principes de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE), l'établissement SESAG est tenue de faire certifier annuellement ses états financiers par un commissaire au compte ou un auditeur assermenté et de remplir les déclarations de paiements à l'administration selon les formulaires de déclaration convenus par le Comité de pilotage de l'ITIE-Togo.

Les états financiers et les déclarations de paiements à l'administration sont mis à la disposition du réconciliateur dès qu'il les demande.

Article 12 : Au cas où l'activité principale de la société n'est pas l'extraction minière, il est fait obligation à celle-ci de tenir une comptabilité analytique pouvant permettre de déterminer de manière précise la part de sa contribution au secteur minier.

Article 13 : Le non-respect des dispositions des articles 11 et 12 du présent arrêté peut entraîner le retrait du permis ou autorisation par décision du Ministre chargé des mines.

Article 14 : Les infractions au code minier impliquent des sanctions conformément aux dispositions de l'article 58 dudit code.

Article 15 : Le Ministre se réserve le droit d'annuler, à tout moment, le présent arrêté s'il constate tout acte non conforme aux prescriptions du code minier.

